

Ameublements
Décoration
Mercier Frères
179, rue Nationale,
LILLE
Lustrerie
Papiers peints

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS Nord et limitrophes... 3 mois, 17.00; 6 mois, 32.00; 1 an, 60.00
France et Belgique... 3 mois, 18.00; 6 mois, 34.00; 1 an, 64.00
Union postale... 3 mois, 26.00; 6 mois, 50.00; 1 an, 92.00

REDACTION - ANNONCES
ABONNEMENTS

ROUBAIX: 71, Grande-Rue, Tél. 24 et 1906. Inter. 6
TOURCOING: 33, rue Carot, Téléph. 37.
Chèques postaux 87 Lille.

hausseries
Cecil
35 RUE NATIONALE
LILLE

LE CONGRÈS NATIONAL SOCIALISTE POUR OU CONTRE la participation au pouvoir?

ON ANNONCE QUE LA COMMISSION DES MANDATS DÉFOUILLANT
LES VOTES DES FÉDÉRATIONS DE PROVINCE RÉUNIES AVANT LE CONGRÈS,
CONSTATE 1.769 VOIX CONTRE LA PARTICIPATION ET 1.306 POUR

EN ATTENDANT, LES ORATEURS DÉFENDENT LEUR POINT DE VUE

Paris, 10 janvier. — Le débat sur la participation ministérielle s'est ouvert ce matin, dans la salle des fêtes de la Bellecôte, devant le Congrès national extraordinaire du Parti socialiste S.F.I.O.

Les socialistes doivent-ils participer au pouvoir? Telle est la question sur laquelle les militants du parti ont débattu, et à laquelle les délégués des fédérations actuellement réunies sont appelés à répondre.

Les trois thèses en présence

Les thèses principales sont en présence: celle de M. Compière-Morel, qui propose la participation des socialistes à un ministère radical, sous réserve de la suppression de la loi de finances; celle de M. Compière-Morel, Paul Faure, Bousson, Lebas, etc., qui estiment que les socialistes ne peuvent entrer dans un ministère constitué d'accord avec d'autres partis de gauche, que si les représentants socialistes ont la prépondérance, pour la raison que si les socialistes, en entrant dans un ministère, ne sont pas plus nombreux que les radicaux, ils sont plus intelligents; celle de M. Compière-Morel, qui propose la participation des socialistes à un ministère radical, sous réserve de la suppression de la loi de finances.

LA SÉANCE DU MATIN

La séance est ouverte sous la présidence de M. Compière-Morel, secrétaire de la Fédération de la Seine, entouré de MM. Paul Faure, secrétaire général du parti; Zyromski, délégué de la fraction la plus intéressante; M. Saunemann, etc.

M. Fieu, du Tarn, est pour la participation. Le premier orateur entendu, M. Fieu, délégué de la Fédération du Tarn, a exposé sommairement, avec des arguments précis, la thèse de la participation ministérielle, adoptée par la majorité de cette Fédération, qui compte parmi ses élus M. Paul Boncour, successeur en Parlement de Jean Jaurès.

M. Compière-Morel

est « antiministérielle »
« NOUS SOMMES UN PARTI SUBVERSIF »
M. Compière-Morel qui s'est succédé à l'exposé de sa thèse, a déclaré que la collaboration des socialistes au pouvoir, le discours du député de Gard a occupé presque toute la séance du matin, peu sans être, à maintes reprises, interrompu par les représentants de la participation, MM. Pierre Renaudin, Payra, Vincent Auriant, Manigault et quelques autres dont les conceptions, longtemps gagnées visiblement du terrain par les nombreux délégués présents.

Le Cartel, simple incident

Après avoir évoqué les décisions antérieures des congrès socialistes qui se sont succédé, l'orateur a démontré que le Cartel des gauches ne fut, à ses yeux, qu'un simple incident des luttes électorales, accepté par le parti socialiste à défaut de la représentation proportionnelle intégrale qui aurait pu assurer à chaque parti politique le nombre de mandataires supérieurs, il aurait légitimement droit au Parlement. « Accord temporaire, momentané, passager, dit-il, pour battre la Hesse National, et cela sans programme commun, sans engagements réciproques. » Aussi bien, estime-t-il, que radicaux et socialistes veulent de même, ce serait déserter l'action socialiste et ajourner à trop lointaines échéances tout espoir de réformes et paralyser tout effort de révolution sociale. Le groupe socialiste parlementaire, dans ce cas, ne compterait plus au Parlement, ni dans ce pays. Ce qui fait loi, continue-t-il, ce sont les principes du parti et c'est au Parlement la minorité socialiste à insister pour que la majorité domine par l'atmosphère ambiante.

Pas de collaboration à un ministère bourgeois.

En ce qui concerne la participation, l'orateur a déclaré nettement « antiministérielle ». Les socialistes, en effet, ne pourraient, dans un ministère de gauche, imposer leur ligne; même dans des circonstances exceptionnelles, ils seraient toujours en minorité, sans pouvoir espérer faire prévaloir leurs conceptions. Et comme une alliance est faite, par des intérêts égoïstes, au lieu d'être un moyen de collaboration, elle est un moyen de collaboration purement technique, qui jamais n'a assisté aux comités du Gouvernement, où il n'aurait pas voix délibérative, et que même, en diverses circonstances, il vota contre le Gouvernement, conservant ainsi toute sa liberté d'action.

Donc, à ses yeux, pas de collaboration possible pour les « élus socialistes » à un ministère bourgeois. Par suite, collaboration électorale à des conceptions mutuelles et finalement à l'émis-



M. COMPIÈRE-MOREL

ment des éléments socialistes dans l'impossibilité de la possibilité du Gouvernement de gauche, quel qu'il soit. Radicaux et socialistes n'ayant pas de conceptions communes, cette impossibilité est manifeste.

Rappelant les conditions dans lesquelles le ministre Herriot a succédé devant un vote hostile du Sénat, M. Compière-Morel affirme que les groupes du Cartel des gauches auraient dû résister, exiger le retour de M. Herriot au pouvoir, le suffrage universel ne pouvant admettre devant le suffrage restreint de ce jour, le Cartel forcé.

On ne peut d'ailleurs gouverner à deux, continue-t-il, et on n'a pas la même conception. Nous sommes un parti subversif, révolutionnaire.

Contre le capitalisme.

L'orateur entend démontrer ensuite que « le pays ne pourra être sauvé que lorsqu'il ne sera plus le jouet des forces capitalistes, des puissances d'argent ». C'est-à-dire, et c'est toujours, ajoute-t-il, l'opinion de M. Herriot... Mais il estime qu'un Gouvernement socialiste seul pourra triompher de la force et de la puissance du capitalisme. Et par ailleurs, il ne croit pas au danger fasciste, mais au péril de la réaction, le seul contre lequel le parti socialiste doit lutter.

Telle est, en substance, la thèse de M. Compière-Morel, contre laquelle s'élèveront, cet après-midi, ce soir et, sans doute, lundi, les partisans de la participation, car la discussion ne cesse de se prolonger.

LA SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Paris, 10 janvier. — A la reprise, M. Marquet, député-maire de Bordeaux, président, MM. Léon Blum et Paul Boncour sont arrivés.

M. Tellier (Ardennes), est partisan de la participation. Avant d'être un bon ouvrier, dit-il, il faut avoir été apprenti. Faisons donc un apprentissage et utilisons les compétences.

M. Deat préconise l'union avec les républicains contre le « péril réactionnaire ».

M. Deat dit que s'il est préconisé de parler de conciliation ou d'entente, il est de toute évidence que le parti doit sortir de ce Congrès plus fort et plus uni que jamais.

Il faut se garder, dit l'orateur, de deux erreurs de technique: ni se proposer pour une participation en définissant les modalités, ni refuser la collaboration avec des radicaux avec lesquels, en présence du péril réactionnaire, sympathisent des milliers de militants. Établissez d'abord un programme précis dont la C. A. P. et le groupe parlementaire seront les agents d'exécution. Si les radicaux acceptent la politique de soutien, on verra s'ils tiennent compte de ce programme: s'ils le refusent, nous restons dans l'opposition.

Votez donc, conclut M. Deat, la motion de Reims qui pose le partage du pouvoir plutôt en qualité qu'en quantité et qui, parant à tous les dangers et sauvegardant l'avenir, peut réunir l'immense majorité des congressistes.

M. Gaston Lévy: Les solutions financières socialistes ne sont pas possibles à l'heure actuelle.

M. Gaston Lévy (des Coopératives), traite surtout la question de finance. Le parti socialiste est-il prêt à rétablir la situation financière et ses solutions sont-elles possibles à l'heure actuelle, M. Lévy ne le croit pas.

M. Lévy est donc pour l'examen de toute solution qui puisse ramener la stabilité indispensable à la sécurité de la classe ouvrière, même si cette solution ne peut-être obtenue qu'avec la participation au pouvoir avec les autres partis républicains.

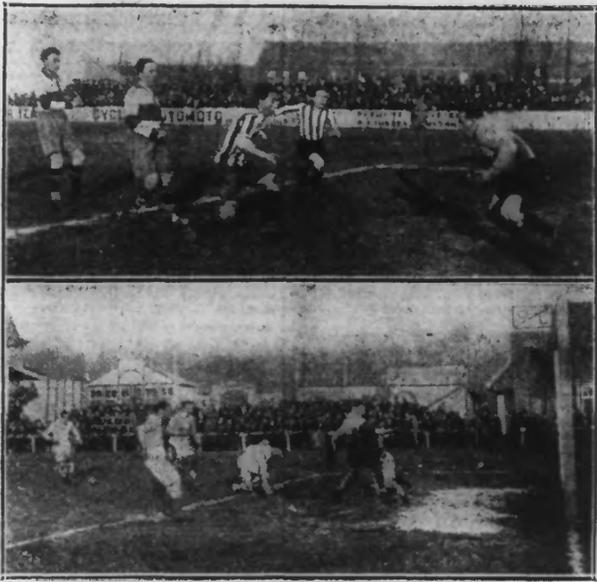
M. Maurin, partisan du tout ou rien

M. Maurin, de la Seine, adversaire de la participation, dit qu'un régime capitaliste le parti socialiste ne peut accepter les brèves du pouvoir que veut lui offrir la société capitaliste, qui se défend et qui a encore des armes; qu'il ne peut le prendre que tout entier, autrement il ne le prendrait que dans des circonstances catastrophiques.

M. Bidegaray: Prenez garde qu'on ne vous accuse d'incapacité.

M. Bidegaray, des Cheminots, déclare: Ce ne sont pas les partis qui ont réalisé le Cartel, c'est l'opinion publique (applaudissements). Et malgré tout, le Cartel a réalisé quelque chose: l'évacuation de la Ruhr, la reprise des relations avec la Russie.

LA COUPE DE FRANCE DE FOOTBALL-ASSOCIATION



EN HAUT: Une phase du match U.S. Tourquennoise-A.S. Strasbourg, disputé hier, à Tourcoing. Frères bloqué un dur essai de Farvacque.

EN BAS: Au cours du match Stade Roubaisien-C.A.S. Gézécoux, disputé à Lille: le gardien stadiste, évite le centre-avant parisien et dégage.

(Voir en rubrique sportive les comptes rendus détaillés de ces matches)

BILLET PARISIEN LE CONGRÈS SOCIALISTE

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
PARIS, 10 JANVIER (MINUTE).
Des discours surabondant sur le statut d'élu, que qui s'est décerné aujourd'hui — qui songera jamais à envisager cette inondation — au Congrès national de parti socialiste; les thèses des adversaires de la participation ministérielle et celle de M. Paul-Boncour, exposent les arguments des participationnistes.

Que sortira-t-il de ces interminables palabres? La plupart des délégués ayant un mandat impératif, les adversaires de la participation, qui sont en nombre, l'emporteront, à moins qu'un moment, nous assistions à une manœuvre des opportunistes pour entraver le Congrès à un texte transactionnel.

D'ailleurs, que ce soient les interventionnistes qui aient le dessus ou que ce soient les participationnistes, l'avenir au parti S. F. I. O. n'en sera pas modifié. Sans doute, un succès au Congrès des effets immédiats sur la politique du Cartel qui recevrait pendant un certain temps de l'écluse dont il se nourrit sous le ministère Herriot. Mais cette illusion serait bientôt saignée d'une nouvelle déception.

Supposons, en effet, que le parti socialiste admette la thèse des participationnistes. Le ministre Briand ayant démissionné, le parlementarisme à long terme est chargé par le Président de la République de former le Cabinet. Le parti socialiste, qui n'a pas de majorité, fera appel aux socialistes unifiés. Mais ces derniers n'accepteront leurs conditions, car il en sera dit que les partisans de la participation eux-mêmes ne présentent pas moins que les autres cette dictature à gauche.

Or, imaginez-on qu'un parti Gouvernement — à supposer qu'il puisse se constituer — résisterait longtemps aux attaques du Sénat et de la Chambre elle-même. Comme le disait aujourd'hui M. Compière-Morel, l'avenir des socialistes au pouvoir porterait la Lire à 150 francs. Devrait un fait aussi brutal, la puissance de l'opinion et du Parlement ne tarderait pas à emporter les nouveaux maîtres du pays.

Ainsi, à travers les disputes de mots, à quoi aboutit le Congrès socialiste? Aux querelles, en fait, entre les partisans et les adversaires de la participation. Il s'agit seulement d'établir ou de ne pas établir des remous parlementaires qui, en tout cas, laisseront les socialistes à l'abri des responsabilités.

Toute la question qui se pose est seulement de savoir si les socialistes vont monter un nouveau piège destiné à leurs alliés « bourgeois ».

L'« émissaire » d'Abd-el-Krim reconduit par la sûreté française et espagnole

Madrid, 10 janvier. — Le capitaine Gordon Canning a fait le trajet de Paris à Irún, accompagné d'un agent de la Sûreté française et d'Irún à Madrid, puis de Madrid à Almería, accompagné d'un agent de la Sûreté espagnole. M. Canning est arrivé à Irún mardi dans la soirée et est resté à la gare environ une heure et demie, prenant à 22 h. 30 le Sud-Express. Il est arrivé mercredi matin à Madrid, d'où il est reparti pour Almería jeudi soir.

Au cours de son séjour à Madrid, M. Canning ne s'est rencontré avec personne. Des agents soviétiques vont se rencontrer avec Abd-el-Krim.

Casablanca, 10 janvier. — On signale, suivant des indices certains, que des agents soviétiques se trouvent de passage à Tanger, attendant une occasion propice d'entrer dans le Rif.

Ce seraient l'aviateur ex-licenciateur Gogorski et l'ancien colonel d'artillerie Serge Koukoucheff, délégués par le III^e International.

Le traité turco-soviétique a été ratifié

Moscou, 10 janvier. — Le bureau du Comité central exécutif de l'U. R. S. S. a ratifié le traité turco-turc, conclu à Paris le 17 décembre 1925.

Un jeune pianiste de 16 ans

Bayeux, 10 janvier. — Un village de Casticilly, près de Bayeux, M. Lerostier, ancien combattant de la Grande Guerre, trois fois blessé, décoré de la médaille militaire, déjà père de neuf enfants, — dont l'aîné n'a que treize ans, — a vu arriver ensemble à son foyer, ces jours derniers, trois bébés: deux garçons et une fille.

Lerostier, qui est journalier, gagne... huit francs par jour.

Le comte Bethlen se déclare d'accord avec le régent

Budapest, 10 janvier. — Le comte Bethlen a proclamé la parfaite concordance de vues du régent avec le gouvernement; il a ajouté qu'il estimait même qu'il existait une concordance absolue des intérêts français et hongrois.

Le Président du Conseil s'est ensuite efforcé de démontrer que l'affaire des faux billets ne posait pas sur un fond politique et qu'elle constituait en réalité, une manifestation de la mentalité douteuse qui décolorait les bouleversements matériels et moraux de ces dernières années. En terminant, le comte Bethlen a déclaré qu'il pouvait démentir le bruit de l'existence d'un prétendu pacte entre l'archiduc Albert et les ex-kronprinz d'Allemagne et de Bavière. Il a également démenti les informations selon lesquelles la Fédération des Associations nationalistes serait compromise dans cette affaire.

Une note du Gouvernement hongrois expose la marche de l'enquête

Paris, 10 janvier. — On reçoit aujourd'hui à Paris, le texte d'une longue note officielle, publiée à Budapest, par le Gouvernement hongrois pour justifier son attitude en présence du scandale des faux billets français.

Le Gouvernement a exposé qu'il ordonna une enquête de police dès que des dépêches d'Amsterdam firent connaître l'existence, dans cette ville, de Hongrois qui cherchaient à placer des faux billets. L'enquête arriva, de fil en aiguille, à incriminer le chef de la police de l'Etat, M. Nadosy; le nommé Kovacs, valet de chambre du prince de Windischgrätz le secrétaire du prince, appelé Raba, et enfin le prince lui-même.

Une mise en liberté

Budapest, 10 janvier. — Le directeur Donna Jai Halasz, reconnu innocent, a été remis en liberté.

Le prince de Windischgrätz aurait dépensé un milliard et demi dans l'affaire

Budapest, 10 janvier. — Selon les journaux, les frais occasionnés par la falsification des faux billets de mille francs, la réunion des différentes matières, les voyages à l'étranger, ont entraîné environ un milliard et demi, fourni exclusivement par le prince de Windischgrätz, qui mit tout son argent liquide dans cette affaire, où il joua sa dernière carte.

MARIE MESMIN QUITTE BORDEAUX

Bordeaux, 10 janvier. — Marie Mesmin, enlevée par le bruit considérable fait autour de son nom, a quitté momentanément Bordeaux. C'est du moins ce qu'on a déclaré à la maison de Notre-Dame-des-Pleurs.

Les ravages du mauvais temps

LA PLUIE A CESSÉ EN FRANCE
LE TEMPS FROID CONTRIBUE
A LA BAISSSE DES EAUX

FORTE TEMPÊTE
DANS LE FINISTÈRE

Paris, 10 janvier. — Le brusque refroidissement de la température qui s'est manifesté pendant ces deux derniers jours, a heureusement contribué à la baisse des eaux.

Au Ministère des Travaux publics on déclare, ce matin, que la dérive était générale et que, notamment à Paris, la Seine avait baissé de 24 centimètres depuis hier.

Fortes gelées dans la région de Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, 10 janvier. — Le froid revient brusquement à provoqué de fortes gelées. Cet abaissement soudain de la température a fait peu de victimes en la personne de M. Antoine Toulou, maire de Condat-les-Moutis, qui, frappé de congestion, est tombé mort, avenue de Beaumont, à Clermont-Ferrand.

La tempête dans le Finistère

Plouré, 10 janvier. — On signale de nombreux dégâts causés par la tempête dans la région. A Plouré, en raison de la crue du ruisseau le Ris, plusieurs maisons ont été lézardées; en outre, une villa située sur la plage du Ris devra être évacuée à bref délai.

DANS LE PACIFIQUE

Un violent ouragan ravage les îles Tahiti, Moorea et Sous-le-Vent. — Neuf morts

Papeete, 10 janvier. — Un ouragan d'une violence extrême s'est abattu sur les îles Tahiti, Moorea et l'île Sous-le-Vent, possessions françaises, au cours des journées des 2 et 3 janvier, causant par endroits de véritables désastres.

Dans le district de Parara, on compte 9 morts et quatre blessés grièvement. Partout, le plupart des ponts sont arrachés et les routes détruites.

Aux îles Moorea et Sous-le-Vent, de nombreuses maisons et bâtiments administratifs ont été également détruits; l'Administration a ordonné la réfection des ouvrages endommagés et a fait procéder à des distributions de vivres et de vêtements aux populations nécessiteuses.

Dès la nouvelle du sinistre, le ministre des Colonies, M. Léon Perrier, a câblé au chef de la colonie pour le prier d'exprimer aux familles des victimes, les condoléances du Gouvernement et lui demander de tenir le département au courant de ce qui aura été entrepris.

LE SCANDALE DES FAUX BILLETS

Le comte Bethlen se déclare d'accord avec le régent

POUR LA REPRESSION des AGISSEMENTS DES FAUX-MONNATEURS

Il dément le pacte avec les Kronprinz d'Allemagne et de Bavière

Budapest, 10 janvier. — Le comte Bethlen a proclamé la parfaite concordance de vues du régent avec le gouvernement; il a ajouté qu'il estimait même qu'il existait une concordance absolue des intérêts français et hongrois.

Le Président du Conseil s'est ensuite efforcé de démontrer que l'affaire des faux billets ne posait pas sur un fond politique et qu'elle constituait en réalité, une manifestation de la mentalité douteuse qui décolorait les bouleversements matériels et moraux de ces dernières années. En terminant, le comte Bethlen a déclaré qu'il pouvait démentir le bruit de l'existence d'un prétendu pacte entre l'archiduc Albert et les ex-kronprinz d'Allemagne et de Bavière. Il a également démenti les informations selon lesquelles la Fédération des Associations nationalistes serait compromise dans cette affaire.

Une note du Gouvernement hongrois expose la marche de l'enquête

Paris, 10 janvier. — On reçoit aujourd'hui à Paris, le texte d'une longue note officielle, publiée à Budapest, par le Gouvernement hongrois pour justifier son attitude en présence du scandale des faux billets français.

Le Gouvernement a exposé qu'il ordonna une enquête de police dès que des dépêches d'Amsterdam firent connaître l'existence, dans cette ville, de Hongrois qui cherchaient à placer des faux billets. L'enquête arriva, de fil en aiguille, à incriminer le chef de la police de l'Etat, M. Nadosy; le nommé Kovacs, valet de chambre du prince de Windischgrätz le secrétaire du prince, appelé Raba, et enfin le prince lui-même.

Une mise en liberté

Budapest, 10 janvier. — Le directeur Donna Jai Halasz, reconnu innocent, a été remis en liberté.

Le prince de Windischgrätz aurait dépensé un milliard et demi dans l'affaire

UN CATACLYSME SUR LA CÔTE AMÉRICAINE DE L'ATLANTIQUE

Raz de marée, ouragan, icebergs jetés à la côte, tremblement de terre sous-marin

New-York, 10 janvier. — On signale en même temps un raz de marée à Port-Bernard (Etat du Maine), une terrible tempête au large du cap May (Etat de New-Jersey) et des rafales de neige couvrant l'Est des Etats-Unis, depuis le Nord de l'Etat de New-York jusqu'au Sud de celui d'Alabama.

Des icebergs à la côte

New-York, 10 janvier. — Au cours du raz de marée qui a dévasté Port-Bernard, toutes les embarcations amarrées dans le port ont été balayées.

Une muraille de glace

New-York, 10 janvier. — Deux pêcheurs de Port-Bernard se trouvaient à quelques centaines de mètres de la côte lorsqu'ils aperçurent l'énorme lame arrivant de la haute mer, poussant devant elle un mur de glace. Ils ne purent se sauver qu'à grand-peine.

Tremblement de terre sous-marin

New-York, 10 janvier. — Un raz de marée de Port-Bernard a été précédé de deux grondements très distincts qui donnent à penser que ce cataclysme est le résultat d'une secousse qui s'est fait sentir au fond de la mer, au large. Aucune secousse analogue n'a été ressentie à terre.

Trois autres raz de marée

New-York, 10 janvier. — Le grand raz de marée de Port-Bernard a été suivi de trois autres mouvements moins violents et d'une série de tourbillons qui ont emporté toutes les épaves laissées à la côte par le raz de marée.

Un sauvetage mouvementé

New-York, 10 janvier. — Revenant de sauver un yacht de plaisance pris par la tempête au large du cap May (New-Jersey), le garde-côte « 105 » a été abordé par le garde-côte « 108 » et gravement avarié.

25.000 personnes assistent aux obsèques de la reine-mère d'Italie

Une imposante cérémonie

Bellinzone, 10 janvier. — Les obsèques de la reine douairière ont constitué une imposante manifestation.

Une foule considérable était massée derrière les cordons de troupes. A 10 h. 30, la

LA PRINCE MARGUERITE D'ITALIE

ceruelli, porté par les princes royaux, fu déposé sur un affût de canon attelé de six chevaux.

De nombreux prêtres avec l'évêque de Vin (ville) étaient présents.

Le cercueil était entouré par les gens de la maison royale suivis par le duc de Gênes, les princes, les gentilshommes, les dames d'honneur de la Cour italienne, le prince Danilo et la princesse Miliza de Monténégro.

Le ministre de la Justice, le ministre des Colonies, les députés, les sénateurs, les autorités des diverses régions étaient présents.

Des musiques jouaient des marches funèbres et les cloches sonnaient sur tout le territoire. Des milliers d'habitants formèrent un véritable tapis et un passage du cortège des fleurs furent livrées des balcons, tandis que la foule s'agenouillait.

L'évêque de Vintimille a donné l'absoute, tandis que les princes agenouillés rendaient un dernier hommage.

A 11 h. 30, le cercueil fut placé dans l'église de la ville de Gênes, les princes, les ministres et la suite, quittant Bordighera, suivi par un train spécial composé de vingt wagons chargés de couronnes.

On évalua à 25.000 personnes, la foule qui a assisté aux funérailles.



M. BIDEGARAY

pour a démontré que le Cartel des gauches ne fut, à ses yeux, qu'un simple incident des luttes électorales, accepté par le parti socialiste à défaut de la représentation proportionnelle intégrale qui aurait pu assurer à chaque parti politique le nombre de mandataires supérieurs, il aurait légitimement droit au Parlement. « Accord temporaire, momentané, passager, dit-il, pour battre la Hesse National, et cela sans programme commun, sans engagements réciproques. » Aussi bien, estime-t-il, que radicaux et socialistes veulent de même, ce serait déserter l'action socialiste et ajourner à trop lointaines échéances tout espoir de réformes et paralyser tout effort de révolution sociale. Le groupe socialiste parlementaire, dans ce cas, ne compterait plus au Parlement, ni dans ce pays. Ce qui fait loi, continue-t-il, ce sont les principes du parti et c'est au Parlement la minorité socialiste à insister pour que la majorité domine par l'atmosphère ambiante.

Pas de collaboration à un ministère bourgeois.

En ce qui concerne la participation, l'orateur a déclaré nettement « antiministérielle ». Les socialistes, en effet, ne pourraient, dans un ministère de gauche, imposer leur ligne; même dans des circonstances exceptionnelles, ils seraient toujours en minorité, sans pouvoir espérer faire prévaloir leurs conceptions. Et comme une alliance est faite, par des intérêts égoïstes, au lieu d'être un moyen de collaboration, elle est un moyen de collaboration purement technique, qui jamais n'a assisté aux comités du Gouvernement, où il n'aurait pas voix délibérative, et que même, en diverses circonstances, il vota contre le Gouvernement, conservant ainsi toute sa liberté d'action.

Donc, à ses yeux, pas de collaboration possible pour les « élus socialistes » à un ministère bourgeois. Par suite, collaboration électorale à des conceptions mutuelles et finalement à l'émis-

ment des éléments socialistes dans l'impossibilité de la possibilité du Gouvernement de gauche, quel qu'il soit. Radicaux et socialistes n'ayant pas de conceptions communes, cette impossibilité est manifeste.